

sont là pour nous prouver que la substitution du dilemme de classe à cet autre dilemme : prolétariat-fascisme, conduit à l'immobilisation et à la destruction successive de toutes les organisations ouvrières, à l'écrasement des masses. Livrer l'attaque contre le mécanisme économique et politique du capitalisme, sur la ligne des revendications de classe au travers des instruments de lutte de classe, voilà l'unique voie que les ouvriers français devront prendre pour se défendre contre l'offensive ennemie qui projette de à ses lueurs sinistres.

La crise dans la fraction

COMMUNIQUE DE LA C. E.

La crise surgit dans la fraction, à la suite des événements d'Espagne, a marqué un premier point de son évolution. Les divergences fondamentales que nous avons énoncées dans notre précédent communiqué, se sont à nouveau manifestées au cours des discussions qui ont eu lieu au sein de l'organisation. Ces discussions ne se sont pas encore acheminées vers la clarification des questions fondamentales controversées et cela surtout parce que la minorité ne s'est pas encore trouvée dans la possibilité de procéder à une analyse des derniers événements d'Espagne pouvant servir de confirmation aux positions centrales qu'elle défend.

La C. E., se basant sur les notions programmatiques qu'elle défend au sujet de la construction du parti, en face de divergences d'ordre capital qui, non seulement, rendent impossible une discipline commune, mais font que cette discipline devient un obstacle rendant impossible l'expression et le développement des deux positions politiques, a considéré qu'il était nécessaire d'arriver, sur le terrain de l'organisation, à une séparation aussi nette que celle existant dans le domaine politique, où les deux conceptions sont, en réalité, un écho de l'opposition existant entre le capitalisme et le prolétariat.

La C. E. a pris acte que c'est dans la même direction que s'est orientée la minorité, laquelle vient de constituer le « Comité de Coordination ». Ce Comité a pris une série de décisions que la C. E. s'est bornée à enregistrer, sans lui opposer la moindre des critiques et en prenant les mesures nécessaires pour faciliter la plus complète activité de la minorité. Toutefois, la C. E. a cru ne pas devoir accepter la demande de reconnaissance de la Fédération de Barcelone, car celle-ci s'est fondée sur la base de l'enrôlement de milices qui sont devenues progressivement des organes à la dépendance de l'Etat capitaliste. La divergence avec des membres de la fraction sur cette question des milices peut encore être soumise à l'appréciation du prochain Congrès de notre fraction, car ce contraste a surgi sur le fond d'une solidarité qui s'affirme sur les documents fondamentaux de l'organisation. Il en est tout autrement pour ceux qui voudraient adhérer à l'organisation sur la base politique de l'enrôlement dans les milices, problème dont la compatibilité avec les documents programmatiques de la fraction ne pourra être tranché que par le Congrès. Pour ces raisons, la C. E. a décidé de ne pas reconnaître la Fédération de Barcelone et de faire valoir les votes des camarades qui en font partie, au sein des groupes dont ils faisaient partie avant leur départ.

La C. E. réaffirme que l'unité de la fraction, qui a été brisée par les événements d'Espagne, ne pourra se reconstruire que sur la base de l'exclusion des idées politiques, lesquelles, loin de pouvoir engendrer une aide solidaire au prolétariat espagnol, ont accredité parmi les masses, des forces qui lui sont profondément hostiles et dont le capitalisme se sert pour l'extermination de la classe ouvrière en Espagne et dans tous les pays.

(Voir page 32: Communiqué du Comité de Coordination)

La tragédie espagnole

Dans le numéro 33 de « Bilan » a paru une étude très approfondie sur l'Espagne. Les événements y étant exposés sous une forme spécifiquement théorique, j'ai jugé opportun de contribuer à les éclairer à la lumière du développement du mouvement ouvrier moderne qui prit naissance dans ce pays lors de la première chute des Bourbons, en 1868.

Comme on sait, la chute d'Isabelle II — qui s'enfuit l'étranger comme Alphonse XIII. en 1931 — fut suivie d'une période mouvementée dont les phases successives sont les suivantes : tout d'abord, en octobre 1868, le gouvernement provisoire de Serrano qui, après que les Cortès constituantes de février 1869, se furent prononcées pour une monarchie démocratique, céda la place au roi Amédée de Savoie. Puis, provoquée par cette nomination, éclata la seconde guerre « carliste » (1872-1876), fomentée par la branche proscrite des Bourbons.

Ensuite, c'est l'abdication d'Amédée en 1873 et l'instauration de la première République des Pi Y Margall, des Salmeron et des Castelar, qui dut lutter contre les Carlistes (en Biscaye et en Catalogne) et la révolte « cantonaliste » de Séville, Cadix, Grenade, Malaga, Carthagène et Valence.

Enfin, Serrano revient au pouvoir et prépare le coup d'Etat Militaire qui remet de nouveau sur le trône les Bourbons en janvier 1875.

Le Conseil Général de Londres (Ire Internationale) eut très peu de rapports directs avec l'Espagne, bien qu'il y eut un Secrétaire désigné pour ce pays et qui était Paul Lafargue du fait que par hasard il était né à Cuba. Le manifeste lancé par le Conseil Général en octobre 1868, après la chute d'Isabelle, pour inviter les ouvriers espagnols à faire partie de l'Internationale, resta sans écho. Ce furent, au contraire, les républicains fédéraux de la nuance Pi Y Margall qui obtinrent l'appui des ouvriers, organisés jusqu'alors dans de simples sociétés coopératives.

La première agitation directe en Espagne fut le fait de l'« Alliance » de Bakounine

qui, à la fin de 1868, envoya Joseph Fanelli créer les noyaux de la Fédération Espagnole de l'Internationale. C'est ce qui explique, d'ailleurs, que celle-ci resta toujours fidèle à la conception collectiviste anarchiste, en opposition avec le « communisme-autoritaire » de Marx et du Conseil Général de Londres. Même, quand plus tard (en 1876), la Fédération italienne de l'Internationale, sous l'impulsion de Malatesta, Cafiero et Covelli, adopta le « communisme anarchiste », c'est-à-dire que non seulement la terre et l'outillage, mais aussi le fruit du travail devait appartenir aux communautés, les internationalistes espagnols restèrent fidèles à leur vieille conception. On verra, par après, quand en 1910 surgit la C. N. T., qu'on employa la terminologie anarcho-syndicaliste par ce que « collectivisme » désignait désormais les marxistes, les partis socialistes de la IIe Internationale.

C'est ainsi que le premier Congrès de la Fédération régionale espagnole (régionale signifiait pour l'Espagne : nationale) tenu à Barcelone en 1870, adopta une position apolitique. Dans le domaine économique, sa position fut tout aussi peu favorable aux mouvements de grèves. Il n'envisageait que le but final, c'est-à-dire « la liquidation sociale et le devenir libre ».

Pour tous les internationalistes autoritaires — pour les Fédérations d'Espagne et d'Italie, comme pour les Jurassiens en Suisse et pour les ouvriers de la Vallée de la Vesdre (Verviers, Belgique), le but unique de l'association était de provoquer l'insurrection qui renverserait les gouvernements, abolirait la propriété privée, mettrait à la libre disposition des travailleurs la terre, l'outillage et substituerait à l'organisation étatiste de la bourgeoisie la libre fédération des communautés et des groupes producteurs autonomes.

Quand, en 1873, à la suite de la proclamation de la République fédéraliste (Pi Y Margall) se développa ce puissant mouvement « cantonaliste », si l'Internationale dans son ensemble, resta en dehors des événements qu'elle jugeait « politiques », en même temps, elle autorisa ses membres à participer aux gouvernements locaux is-